

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 septembre 2020

Régulièrement convoqué le 07 septembre 2020

Le 12 septembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOUAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Dorian PLUMEL (Pouvoir M. Cyril MANIN), Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Sandrine MAGNETTE), Mme Mathilde CONTAT (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir Mme Catherine AUTAJON)

Excusé(e)s : M. Jean-Frédéric FABERT

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

3.04 - CONVENTION DE SERVITUDE DE RÉSEAU D'EAUX USÉES AVEC MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION SUR LES PARCELLES COMMUNALES CM 297 ET CM 298 – CHEMIN DE MARGERIE

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée que dans le cadre du renouvellement de la conduite d'eau potable qui relie la ville de Montélimar avec le captage d'eau de la Tour à La Bâtie Rolland, la commune va entreprendre des travaux pour créer un réseau reliant la route de Dieulefit au chemin de Géry en passant par le chemin de Margerie dit « Montée des Crapauds ».

Parallèlement, la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION mène un projet similaire sur le réseau d'eaux usées.

Compte-tenu de l'étroitesse de la voie et de sa configuration, les réseaux seront implantés aux abords de la voie dans des parcelles communales cadastrées CM 297 et CM 298.

La communauté d'agglomération a donc sollicité l'autorisation de la Ville pour implanter une canalisation d'eaux usées sur les parcelles communales.

Pour acter la présence de la canalisation, il convient d'établir une convention de passage de réseau.

Cette convention reprend les conditions générales et particulières relatives à la constitution d'une telle servitude et mentionne les points suivants :

- la Ville autorise la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, ses agents, ceux de la société fermière ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, à pénétrer, sur sa propriété, avec ou sans engin de terrassement en vue de la mise en place, de la surveillance, de l'entretien, de la réparation, du remplacement du réseau à créer,
- le réseau à créer, en PVC de diamètre 200 mm, sera positionné à l'endroit le moins dommageable – sur ce point le réseau devra être implanté au plus près de celui créé pour l'eau potable et préalablement au démarrage du chantier, la communauté d'agglomération devra consulter les services de la Ville pour définir le tracé définitif de la canalisation et les modalités techniques des travaux. De plus elle devra fournir les plans de récolement du réseau.
- la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION s'engage à remettre en état les parcelles à l'issue du chantier,
- l'établissement de la servitude ne donne droit à aucune indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux,
- la Ville s'interdit dans l'emprise de la canalisation, d'effectuer des plantations et des modifications du profil du terrain,
- les parcelles sont grevées d'une servitude non aedificandi sur toute la longueur de la canalisation. À ce titre, aucune construction bâtie ne pourra être implantée sur l'emprise de la servitude, soit 2 mètres de part et d'autre de la canalisation,
- les frais liés à la constitution et à l'enregistrement de la convention seront à la charge de la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le projet de convention,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la constitution d'une servitude de passage de réseau d'eaux usées sur les parcelles cadastrées CM 297 et CM 298 entre la Ville et la communauté d'agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, selon les conditions susmentionnées,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous documents afférents,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 septembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

